

Εφραιμίδης

εδρε, οι κυβερνήσεις αυτής της Κοινότητας και ιδιαίτερα των μεγάλων χωρών της άνοιξαν τις πόλες της Ευρώπης για να εγκατασταθούν οι Pershing...

Πρόεδρος. - Κύριε συνάδελφε, ξεπεράσατε κατά πολύ το χρόνο σας. Λυπάμαι, διότι η αγόρευσή σας ήταν ωραία και σαφής.

Mme Veil (L). - Monsieur le Président, mes chers collègues, après une réflexion et un travail approfondis en commission, plusieurs examens en plénière, le Parlement européen est appelé à se prononcer à nouveau sur le projet de traité d'Union européenne.

Je ne referai pas l'analyse du texte. D'autres l'ont fait longuement avant moi, et notamment M. Nord, qui, au nom de notre groupe, a exposé les raisons pour lesquelles nous voterons en faveur de ce projet. Nous souhaitons cependant le voir amender sur quelques points importants, dans un souci d'efficacité et de réalisme, notamment en ce qui concerne la résolution.

Aussi me bornerai-je à souligner ce que représente le vote de cette résolution dans le processus de construction de l'Europe. Ce n'est pas la première fois que le Parlement se prononce sur des modifications institutionnelles, ni que des suggestions sont faites par telle personnalité ou telle commission pour faire progresser la Communauté ou améliorer son fonctionnement. Mais c'est la première fois que les parlements nationaux vont pouvoir être saisis du projet, global et précis, d'un nouveau traité propre à se substituer au traité existant.

Ce projet reflète une conception ambitieuse mais réaliste de l'Europe, englobant tous les aspects de la vie communautaire. Ambitieuse, parce qu'il traduit la volonté de donner à la Commission un véritable pouvoir d'initiative et d'exécution, et qu'il donne au Parlement la capacité de doter la Communauté de la dimension démocratique qui lui fait encore défaut pour lui permettre de s'affirmer comme une force politique. Projet réaliste aussi parce qu'il ne s'agit pas d'une rupture mais qu'il s'inscrit dans un processus empirique, tel qu'il avait été choisi par les pères fondateurs.

Dans ces conditions, bien évidemment, les uns risquent d'être déçus, trouvant que l'on ne va pas assez loin; les autres, au contraire, peuvent estimer que le projet n'est pas acceptable, car il bouleverse trop d'habitudes et risque de porter atteinte aux souverainetés nationales. Ces craintes montrent bien le double écueil qui nous guette et qu'il faut à toute force éviter.

Le premier serait de considérer que, ne s'inscrivant pas dans les perspectives immédiates de la Communauté, ne tenant pas compte suffisamment des difficultés que nous avons à résoudre d'urgence, il n'est pas d'actualité. Ce serait sous-estimer la nécessité de donner un nouvel espoir aux Européens, d'inscrire la vie de la Communauté dans une perspective d'avenir. On s'accorde volontiers à proclamer que l'Europe doit constituer une force politique dans le monde, capable d'assumer ses responsabilités internationales, sa propre sécurité et sa prospérité économique. Mais comment pourrait-elle y parvenir si elle ne songe pas à s'organiser de façon à répondre, de manière efficace et démocratique, aux problèmes qui se posent?

Le second écueil serait de considérer que ce projet est une fin en soi, qu'il constitue la seule voie de progrès et qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de s'intéresser aux cheminements institutionnels à petits pas qui pourraient être proposés par ailleurs. De même, il serait grave et même dangereux de donner à penser que, faute d'un nouveau traité, la Communauté serait définitivement condamnée. Il ne faut pas pour autant renoncer au pragmatisme, voie tracée par nos anciens, même si cette voie est souvent lente et difficile. Cette voie est difficile, car elle demande sans cesse des compromis. Et c'est ce que nous ne sommes pas prêts à faire, ni les uns ni les autres. Soyons clairs à cet égard: même une fédération exigerait des compromis encore plus grands, sauf à risquer d'éclater aussitôt. On connaît bien les difficultés, les blocages des pays où, pourtant, l'histoire a inspiré le fédéralisme. Ses conséquences graves pour l'économie et même l'équilibre politique - comme on peut le voir dans certains Etats - montrent qu'il n'est pas toujours facile à appliquer.

Soyons clairs et sincères: qui est prêt aujourd'hui à accepter une Union et nos peuples y sont-ils préparés? Il s'agit là, à mon sens, du problème essentiel car, en ce qui concerne ce projet, les formations politiques auxquelles nous appartenons sont-elles prêtes à assumer politiquement les engagements que nous avons pris, sont-elles prêtes à y souscrire? Nous pouvons, très sincèrement nous poser la question lorsque, d'une part, nous voyons que des ministres, qui appartiennent parfois aux mêmes partis politiques que les nôtres, sont incapables d'accepter les compromis mineurs indispensables à la solution des problèmes qui se posent quotidiennement et que, d'autre part, les gouvernements se réfèrent, dès qu'ils l'estiment opportun, à la règle de l'unanimité.

Nous mêmes ne sommes pas exempts à cet égard de toute critique. N'avons-nous pas fait passer parfois certains intérêts nationaux sectoriels avant

Veil

des choix européens que l'on savait pourtant nécessaires, ou plutôt, ce qui est encore plus grave, n'avons-nous pas parfois le réflexe instinctif de trouver que c'est notre solution nationale qu'il faut imposer aux autres, parce qu'elle ne peut être que la meilleure ?

Ne nous cachons pas la réalité. Les réformes institutionnelles ne sont pas la solution miracle qui nous permettra de ne pas avoir à faire ce formidable effort de devenir de véritables Européens. C'est en ouvrant notre cœur et notre esprit à plus de solidarité, c'est en ayant plus de courage et plus d'intelligence aussi, c'est en nous montrant plus disposés à accepter quelques sacrifices immédiats que, grâce à une Europe forte, nos peuples seront assurés de conserver sécurité, bien-être et liberté.

Ce vote est avant tout un acte de foi dans l'avenir. Seul le Parlement européen pouvait prendre cette initiative et adresser cet appel aux parlements nationaux, certain d'interpréter ainsi les aspirations profondes des peuples que, les uns et les autres, nous représentons.

(Applaudissements)

Bøgh (CDI). – Hr. formand, to af mine landsmænd i denne forsamling, hr. Møller og hr. Kirk, har ifølge dagspressen prøvet at få denne debat og afstemning om en unionstraktat udsat. De ønsker, at sagen udsættes til efter valget i juni. Så spørger man sig selv: Hvorfor er to glødende EF-tilhængere så tilbageholdende over for det, der er selve mærkesagen for EF, den politiske union? Det er jo, fordi de ikke ønsker, at valget den 14. juni skal fremtræde som et valg for eller imod unionsstaten. Det er ganske rigtigt set ud fra deres situation. De ved nemlig, at 90 % af de danske vælgere er imod unionsplanerne. Hvis unionsplanerne bliver valgets spørgsmål, vil det tilskynde til at stemme på EF-modstandere eller til at undlade at stemme. Og omvendt, når det ikke er lykkedes at få udsat denne sags behandling, er det jo, fordi de fleste andre medlemsstater netop ønsker at gøre valget til et unionsvalg, ganske enkelt fordi EF-unionen er en almindelig accepteret målsætning for EF i disse landes befolkninger. Det er, som det står i begrundelsen til forfatningsforslaget:

Valgene ville blive en latterlig parodi på demokrati, såfremt de kun skulle have haft til formål at vælge en forsamling, som har til opgave at forelægge udtalelser for et Råd, der hver dag bliver mindre handlekraftigt.

Vi kan altså konstatere det mærkelige, at det unionsperspektiv, som er noget tiltrækkende for vælgerne i de fleste andre EF-lande, overvejende omfattes med modvilje i Danmark. Danske EF-politikere har ofte ladet sig overtale til at under-

skrive svulstige og højstemte erklæringer om en europæisk union. Men de har altid kunnet rejse hjem og undskylde sig med, at der jo ikke rigtig er nogen, der ved, hvad der menes med ordet union. Det store fremskridt med denne betænkning er, at der nu ikke længere er nogen undskyldning for at sige, at man ikke ved, hvad union betyder. For her står ganske klart i forfatningsudkastet, hvad union betyder for tilhængerflertallet i landene. Det betyder en føderativ stat med lovgivende, udøvende og dømmende myndighed, sådan som en suveræn stat har det. Den agter at drive politik på alle de områder, hvor en suveræn stat driver politik. Ja, også kulturpolitik, forsvarspolitik, rustningspolitik, udenrigspolitik – de områder, som danske EF-politikere højtideligt har lovet vælgerne, at EF aldrig vil komme til at beskæftige sig med. Det skal være en effektiv stat. Vetoretten skal fjernes og erstattes af flertalsafgørelser i direkte modstrid med, hvad danske politikere har lovet deres vælgere. Og EF-Parlamentet skal udrustes med en magt som lovgivende Parlament på bekostning af de nationale parlamenter også på tværs af alle de løfter, der er givet danskerne. Jeg forstår godt, at danske politikere gerne vil have denne sag udsat til efter valget.

Hr. formand, selv om jeg ud fra min holdning må stemme nej til ethvert unionsforslag, har jeg lyst til at sige, at der her virkelig er lavet et konsekvent, dybtgående arbejde af statsretlig art, som der er grund til at tage hatten af for. Man har dermed bidraget til en afklaring af disse problemer, som længe har været tiltrængt. Man kunne med rette kalde det betænkning om foranstaltninger, der må føre til Danmarks udtrædelse af EF.

Mme Spaak (NI). – Monsieur le Président, après avoir remercié encore une fois M. Spinelli et la commission institutionnelle du travail accompli, il me semble que beaucoup de choses ont été dites lors des débats précédents. Je ne voudrais donc insister que sur ce qui me semble être une justification essentielle de notre vote en faveur du rapport.

En élargissant les compétences de la Communauté et en renforçant les pouvoirs du Parlement, ce projet de traité ne fait que suivre ce qui doit être l'évolution de la Communauté: des règles démocratiques mieux définies et le respect des droits fondamentaux mieux assurés.

L'échec d'Athènes a montré d'une manière éclatante le fossé, de plus en plus profond, entre l'absence de volonté politique du Conseil et le désir profond, parfois mal exprimé, des peuples d'Europe, à plus d'efficacité, donc à une plus grande